



ACCORD DE CONSORTIUM

Ecole Universitaire de Recherche sur les Maladies Infectieuses Emergentes « EID@Lyon »

Établie en vertu de la Convention attributive d'aide N°ANR-23-CMAS-0006 signé le 28/06/2023 entre l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et l'Université Claude Bernard Lyon 1, ainsi que du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à manifestations d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir », de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), en date du 22 décembre 2021 et de la décision n°2022-DEPL-PIA4-40 du Premier ministre modifiée en date du 28 décembre 2022, Le présent Accord de consortium est conclu :

ENTRE

L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD – LYON 1, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 43 boulevard du 11 novembre 1918, 69622 VILLEURBANNE Cedex, N° SIRET 196 917 744 00019, code NAF 85.42Z, représenté par son Président, Monsieur Frédéric FLEURY,

Ci-après désigné par « **UCBL** »,

ET

L'INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE RECHERCHE EN ALIMENTATION, SANTE ANIMALE, SCIENCES AGRONOMIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1 avenue Bourgelat, 69280 MARCY L'ETOILE, N° SIRET 130 008 584 00018, code NAF 803Z, représenté par sa Directrice Générale, Madame Mireille BOSSY,

Ci-après désigné par « **VetAgro Sup** »,

ET

L'UNIVERSITE LUMIERE – LYON 2, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 18 quai Claude Bernard, 69635 LYON Cedex 07, N° SIRET 196 917 751 00014, code NAF 85.42Z, représenté par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désigné par « **ULL – Lyon 2** »,

ET

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE, Etablissement Public à Caractère Scientifique et technologique, dont le siège est situé 101, rue de Tolbiac – 75013 Paris Cedex 13, N° SIRET 180 036 048 00015, code APE 7219Z, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Didier SAMUEL, et par délégation par le Délégué Régional, Monsieur Dominique PELLA,

Ci-après désigné par « **INSERM** »,

ET

LES HOSPICES CIVILS DE LYON, Etablissement Public de Santé, dont le siège social est situé 3 quai des Célestins, 69002 Lyon, N° Siret 266 900 273 00019, représentés par Monsieur Raymond LE MOIGN, en qualité de Directeur Général,

Ci-après désigné par « **HCL** »,

ET

L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES DE LYON, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 20 avenue Albert Einstein, 69621 VILLEURBANNE Cedex, N° SIRET 196 901 920 00013, code APE 8542Z, représenté par son Directeur, Monsieur Frédéric FOTIADU,

Ci-après désignée par « **INSA Lyon** »,

ET

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT, Établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 147 rue de l'Université, 75007 PARIS, N° SIRET 180 070 03900 557, code APE 7219Z, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Philippe MAUGUIN, et par délégation par le Président du Centre Lyon-Grenoble Auvergne Rhône-Alpes, Monsieur Pascal BOISTARD,

Ci-après désigné par « **INRAE** »,

ET

AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ALIMENTATION, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL, Établissement public national à caractère administratif, dont le siège est situé 14 rue Pierre et Marie Curie, 94701 MAISONS-ALFORT cedex, N° SIRET 130 012 024 00183, code APE 72.19Z, représenté par son Directeur Général, Monsieur Benoît VALLET,

Ci-après désigné par « **ANSES** »,

ET

L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON, Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé 15 parvis René Descartes, BP 7000, 69342 LYON Cedex 07, N°SIRET 130 008 121 00019, code APE 8542Z, représenté par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC,

Ci-après désigné par « **ENS de Lyon** »,

ET

L'UNIVERSITE JEAN-MONNET SAINT-ETIENNE, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 10 Rue Tréfilerie, CS 82301, 42023 SAINT-ETIENNE Cedex 2, N° SIRET 194 210 951 00423, code APE 8542Z, représenté par son Président, Monsieur Florent PIGEON,

Ci-après désigné par « **UJM-SE** »

ET

L'ECOLE NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ETAT, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 3 rue Maurice Audin, 69518 VAULX EN VELIN Cedex, N° SIRET 130 002 884 00018, code NAF 8542Z, représenté par sa Directrice, Madame Cécile DELOLME,

Ci-après désigné par « **ENTPE** »,

ET

L'UNIVERSITE JEAN-MOULIN – LYON 3, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON Cedex 08, N° SIRET 196 924 377 00282, code APE 8542Z, représenté par son Président, Monsieur Eric CARPANO,

Ci-après désigné par « **UJM – Lyon 3** »,

ET

ÉCOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège social est situé 158 cours Fauriel, CS 62362, 42023 SAINT-ÉTIENNE Cedex 2, représenté par Monsieur Jacques FAYOLLE, Directeur,

Ci-après désigné par « **Mines Saint-Etienne** »,

ET

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE LYON, Etablissement public national à caractère administratif, dont le siège est situé 3 rue Maurice Audin, 69512 VAULX-EN-VELIN, N° SIRET 196 901 847 0001, code APE 8542Z, représenté par sa Directrice, Madame Sophie CHABOT,

Ci-après désigné par « **ENSAL** »,

ET

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, Etablissement Public à Caractère Scientifique et Technologique, dont le siège est situé au 3 rue Michel-Ange, 75794 PARIS Cedex 16, N° SIRET 180 089 013 04033, Code NAF 7219.Z, représenté par son Président Directeur Général, Monsieur Antoine PETIT, ayant délégué sa signature pour le présent acte à Monsieur Laurent BARBIERI, Délégué Régional de la Délégation Rhône Auvergne,

Ci-après désigné par « **CNRS** »,

ET

L'ECOLE CENTRALE DE LYON, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège est situé 36 avenue Guy de Collongue, 69134 ECULLY Cedex, N° SIRET 196 901 870 00010, code APE 8542Z, représenté par son Directeur, Monsieur Pascal RAY,

Ci-après désigné par « **Centrale Lyon** »,

ET

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES SCIENCES DE L'INFORMATION ET DES BIBLIOTHEQUES, Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé 17 boulevard du 11 novembre 1918, 69623 VILLEURBANNE cedex, N° SIRET 196 924 591 00015, code APE 85.42Z, représenté par sa Directrice, Madame Nathalie MARCEROU-RAMEL,

Ci-après désigné par « **l'ENSSIB** »,

ET

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE LYON dit « Science Po Lyon », Etablissement public à caractère administratif (EPA), dont le siège est situé 14 avenue Berthelot, 69007 LYON, N° SIRET 196 901 730 00024, code APE 85.42Z, représenté par sa Directrice, Madame Hélène SURREL,

Ci-après désigné par « **IEP Lyon** »,

ET

ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES, Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé 4 rue Ferrus 75014 PARIS, N°SIRET 197 534 860 00105, code APE 85.42Z, représenté par son Président, Monsieur Michel HOCHMANN,

Ci-après désigné « **EPHE** »,

ET

ADJUVATIS, Société par Actions Simplifiée au capital de 50 000 €, dont le siège social est situé Bâtiment Laënnec, 60 avenue Rockefeller, 69008 Lyon, N° SIRET 79908519600027, code APE 7211Z, représentée par sa Présidente, Madame Marie-Noëlle VERRIER,

Ci-après désigné par « **ADJUVATIS** »,



ET

L'INSTITUT DE RECHERCHE TECHNOLOGIQUE BIOASTER, Fondation de Coopération Scientifique, dont le siège social est situé au 40 avenue Tony Garnier, 69007 Lyon, N° SIRET 75118352600035, code APE 9499Z, représenté par son Directeur Général, Monsieur Xavier MORGE,

Ci-après désigné par « **BIOASTER** »,

ET

IZINOVATION, Société par Actions Simplifiée unipersonnelle au capital social de 10 000 €, dont le siège social est situé 13 rue des Emeraudes, 69006 LYON, N°SIRET 79099412300020, représentée par la société IZIGROUP SAS, dont le siège social se situe 13 rue des Emeraudes, 69006 Lyon, RCS Lyon 833 258 718, représentée par Monsieur Romain LASSEUR, Président de la société IZIGROUP,

Ci-après désigné par « **IZINOVATION** »,

ET

L'INSTITUT NATIONAL SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé au 22 place de l'Agronomie, 91123 PALAISEAU cedex, N° SIRET 130 002 850 00134, code APE 8542 Z, représenté par son Directeur général, Monsieur Laurent BUISSON,

Ci-après désigné par « **AgroParis Tech** »,

ET

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SANTE PUBLIQUE, Etablissement public à caractère scientifique culturel et professionnel – Grand Etablissement, dont le siège social se situe 15 avenue du Professeur Leon Bernard, 35 043 RENNES Cedex, N° SIRET 130 003 627 00010, code APE 85.42Z, représenté par sa Directrice, Isabelle RICHARD,

ci-après désigné par « **EHESP** »,

Ci-après individuellement désignés par « **Partie** » et collectivement par « **Parties** » dans le cadre du présent accord de consortium, concernant le Projet « **EID@Lyon : Ecole Universitaire de recherche sur les Maladies Infectieuses Emergentes** », ci-après désigné par le « **Projet** ».

L'UCBL, le CNRS, et VetAgro Sup, agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du Laboratoire Biométrie et Biologie Evolutive (« **LBBE** »), UMR 5558, dirigé par Monsieur Fabrice VAVRE,

L'UCBL, le CNRS, l'INRAE et VetAgro Sup, agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du Laboratoire Ecologie Microbienne (« **LEM** »), UMR 5557, dirigé par Monsieur Sylvie NAZARET,

Le CNRS, l'UCBL, et l'INSA Lyon agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Microbiologie, Adaptation et Pathogénie (« **MAP** ») UMR 5240, dirigé par Monsieur William NASSER,

Le CNRS, ULL – Lyon 2, UJM – Lyon 3, l'INSA Lyon, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'ENSAL, l'UJM-SE et Mines Saint-Etienne agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Environnement Ville Société (« **EVS** »), UMR 5600, dirigé par Monsieur Etienne COSSART,

L'UCBL, le CNRS, l'Inserm, et l'ENS Lyon, agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du Centre International de Recherche en Infectiologie (« **CIRI** »), UMR 5308, dirigé par Monsieur François-Loïc COSSET,



L'INRAE et VetAgro Sup agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Epidémiologie des maladies animales et zoologiques (« **EPIA** »), UMR 0346, dirigé par Monsieur Xavier BAILLY,

L'ANSES agissant en son nom et dans le cadre des activités du laboratoire de Lyon, dirigé par Monsieur Laurent LEMPEREUR,

L'INSA Lyon, l'UCBL et ULL – Lyon 2 agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Décision et information pour les systèmes de production (« **DISP** »), EA 4570, dirigé par Monsieur Vincent CHEUTET,

L'UJM-SE et ULL-Lyon 2 agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Conception de l'action en laboratoire de situation (« **COACTIS** »), EA4161, dirigé par Madame Maud DEMPERAT,

L'INRAE et l'INSA Lyon agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Biologie Fonctionnelle, Insectes et Interactions (« **BF2i** »), UMR0203, dirigé par Madame Federica CALEVRO,

Le CNRS, l'ENS Lyon de Lyon, ULL – Lyon 2, et l'UJM-SE agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Groupe d'Analyse et de Théorie Economique (« **GATE** »), UMR 5824, dirigé par Madame Izabela JELOZAC,

L'UCBL, ULL – Lyon 2, UJM – Lyon 3, IEP Lyon et l'ENSSIB agissant en leurs noms et dans le cadre des activités de l'Equipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (« **ELICO** »), EA4147 dirigé par Madame Françoise PAQUIENSÉGUY,

Le CNRS, l'ENS de Lyon, l'ULL – Lyon 2, l'UJM-SE et IEP Lyon agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Triangle. Action, Discours, pensée politique et économique (« **TRIANGLE** »), UMR 5206, dirigé par Madame Anne VERJUS,

L'ULL – Lyon 2 agissant en son nom et dans le cadre des activités du Laboratoire d'anthropologie des enjeux contemporains (« **LADEC** »), UR dirigée par Madame Tiphaine DURIEZ,

L'UCBL et l'ULL – Lyon 2 agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Entrepôt, Représentation et Ingénierie des Connaissances (« **ERIC** »), EA 3083 dirigé par Monsieur Julien JACQUES,

Le CNRS et l'UCBL agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Microbiologie moléculaire et biochimie structurale (« **MMSB** »), UMR 5086, dirigé par Monsieur Christophe GRANGEASSE,

L'ULL – Lyon 2 et Centrale Lyon agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du Groupe de Recherche en Psychologie Sociétale (« **GRePS** »), UR dirigée par Madame Sabine CAILLAUD,

L'INSERM et ULL – Lyon 2 agissant en leur nom et dans le cadre des activités du Pôle de Psychologie Sociale (« **PÔPS** »), Unité INSERM 1296, dirigé par Madame Marie PREAU,

L'UCBL, l'INRAE et l'EPHE agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Infections virales et Pathologies Comparée (« **IVPC** »), UMR 754, dirigé par Madame Fabienne ARCHER,

VetAgro Sup et l'INRAE agissant en leurs noms et dans le cadre des activités du laboratoire Rongeurs sauvages, risques sanitaires et gestion des populations (« **RS2GP** »), USC1233, dirigé par Madame Virginie LATTARD,

VetAgro Sup, AgroParisTech et l'EHESP agissant en leurs noms et dans le cadre des activités de l'Institut One Health,

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE CE QUI SUIT

Les Parties disposent chacune de compétences avérées dans les thématiques, en recherche et en formation, liées à l'approche transdisciplinaire des maladies infectieuses émergentes, telle que définie dans l'annexe 1.

Compte tenu de ses compétences en recherche et formation dans ce domaine, l'UCBL a élaboré le projet « **EID : Ecole Universitaire de recherche sur les Maladies Infectieuses Émergentes** », ci-après désigné par « le Projet ».

La Responsable Scientifique et Technique, coordinatrice du Projet, est Madame Dominique PONTIER, tel que défini à l'article 1 ci-dessous.

Ledit Projet a été sélectionné dans le cadre de l'Appel à manifestations d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir », référence ANR-23-CMAS-0006, lancé par l'Agence Nationale de la Recherche, ci-après désignée par « l'ANR ».

Le Projet ayant été sélectionné, les Parties ont souhaité formaliser par le présent accord de consortium les conditions et modalités d'exécution du Projet.

II A ALORS ETE CONVENU DE CE QUI SUIT

Article 1 : Définitions

Dans le présent accord de consortium, et à moins que le contexte n'indique clairement une signification différente, les termes suivants commençant par une lettre majuscule, tant au singulier qu'au pluriel, ont les significations respectives suivantes :

- **Accord** : le présent accord de consortium, ainsi que ses annexes et avenants éventuels.
- **Accord Particulier** : accord conclu entre certaines Parties encadrant spécifiquement la réalisation d'un projet de recherche par ces Parties dans le cadre du Projet.
- **Comité de Direction** : instance qui veille à la coordination des actions du Projet EID@Lyon tel que désigné à l'article 4.2.1.
- **Comité des Partenaires Socio-Economiques (CPSE)** : instance consultative mettant en évidence les besoins en compétences du personnel actuel et futur tel que désigné à l'article 4.1.3.
- **Comité des Partenaires Académiques** : instance en charge de mettre en œuvre la stratégie pédagogique du Projet telle que désignée à l'article 4.2.2.
- **Comité Scientifique International (CSI)** : instance consultative fournissant des conseils sur les orientations scientifiques et pédagogiques telle que désignée à l'article 4.1.2.
- **Communauté EID@Lyon** : chercheurs et enseignants-chercheurs participant au Projet EID@Lyon et listés en annexe 2. Cette liste ayant vocation à évoluer pendant le déroulement du Projet, elle sera mise à jour régulièrement par le Comité de Direction mais ne fera pas l'objet d'un avenant.
- **Connaissances Nouvelles** : toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, brevetées ou non, brevetables ou non, y compris les savoir-faire, les logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les plans, schémas, dessins, formules ou tout autre type d'information, sous quelque forme qu'elles soient, et tous les droits y afférents, développées par une ou plusieurs Parties et/ou leurs sous-traitants dans le cadre du Projet.
- **Connaissances Propres** : signifie toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques et, notamment, le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, logiciels (sous leur version code-source et code-objet), les dossiers, plans, schémas, dessins, formules et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetées ou non, ainsi que tous les droits y afférents, nécessaires à l'exécution du Projet et appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord et/ou développée ou acquise par elle indépendamment de l'exécution du Projet. La liste des Connaissances Propres figure en annexe 3.
Il appartient à chacune des Parties d'informer les autres Parties, par écrit, de l'identification, en cours d'exécution de l'Accord d'autres Connaissances Propres et de justifier, le cas échéant, de l'indépendance de celles-ci vis-à-vis du Projet.
- **Conseil des Tutelles** : instance stratégique du Projet EID@Lyon tel que définie à l'article 4.1.1.



- **Etablissement Coordinateur** : établissement Partie au Projet EID@Lyon, interlocuteur privilégié de l'ANR pour les aspects administratifs, responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration des Etablissements Partenaires dans le cadre du Projet, responsable de la production des livrables, de la tenue des réunions d'avancement et de la communication des Connaissances Nouvelles. Il s'appuie pour cela sur la Responsable Scientifique et Technique. Il signe la convention avec l'ANR et reçoit l'aide attribuée au Projet.
- **Etablissement Partenaire** : association, entreprise, établissement public tutelle d'au moins une Unité Partenaire ou Etablissement Public Partie à l'Accord mais différent de l'Etablissement Coordinateur qui bénéficie, le cas échéant, en vertu d'une convention de reversement, d'une quote-part de l'aide versée à l'Etablissement Coordinateur pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du Projet.
- **Formation** : les parcours de masters et les « parcours recherche » des formations d'ingénieur désignés comme faisant partie du volet pédagogique du Projet. La liste des Formations à la date de signature de cet Accord est détaillée à l'article 5 du présent Accord.
- **Informations Confidentielles** : désigne toutes informations, et/ou toutes données quel que soit le support, la nature et la forme, toutes connaissances (tout ou partie) et données de toute nature, notamment technique, scientifique, économique, financière, commerciale, comptable, incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, modèles, et/ou connaissances brevetables ou non, divulgués par un Partenaire à un ou plusieurs autres Partenaires au titre du Projet.
- **Institut One Health (« IOH »)** : institut de dimension nationale intégré à l'EUR EID@Lyon et destiné à être l'organisme de référence national pour la formation tout au long de la vie des décideurs publics et privés sur les sujets « une seule santé » dans une approche globale et transversale.
- **Logiciel de Base** : logiciel appartenant à une Partie avant l'entrée en vigueur de l'Accord.
- **Logiciel Commun** : logiciel créé Ex-nihilo dans le cadre du Projet.
- **Logiciel Dérivé** : logiciel réalisé à partir d'un Logiciel de Base dans le cadre du Projet. Les Logiciels Dérivés se déclinent en deux catégories, les adaptations et les extensions.
- **Adaptation** : catégorie de Logiciel Dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel de Base dont il dérive et qui est réécrit dans le même langage ou dans un autre langage.
- **Extension** : catégorie de Logiciel Dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au Logiciel de Base dont il dérive.
- **Nécessaire** : le terme « Nécessaire » signifie que, sans l'autorisation d'utilisation et/ou d'exploitation d'une Connaissance Propre ou d'une Connaissance Nouvelle d'une Partie, soit il serait impossible pour une ou plusieurs autres Parties d'effectuer leur mission dans le cadre du Projet, soit l'exploitation par lesdites Parties de leurs propres Connaissances Nouvelles serait techniquement ou légalement impossible.
- **Partenaire Privé** : toute entité participant au Projet et signataire de l'Accord, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique. On entend par activité économique toute activité consistant à offrir des biens et/ou des services sur un marché donné.
- **Projet** : « EID@Lyon - Ecole Universitaire de recherche sur les Maladies Infectieuses Emergentes » porté par l'UCBL et coordonné par Madame Dominique Pontier, sélectionné par l'ANR au titre de l'Appel à manifestations d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » et décrit à l'annexe 1 du présent Accord.



- **Responsable Scientifique et Technique** : personne physique qui coordonne le Projet et est chargée de son bon déroulement pour le compte de l'Etablissement Coordinateur. Il est l'interlocuteur de l'ANR pour les aspects scientifiques et techniques. A la date de signature de l'Accord, Madame Dominique PONTIER est la Responsable Scientifique et Technique.
- **Reversement** : quote-part de l'aide versée par l'ANR à l'Etablissement Coordinateur et reversée à un Etablissement Partenaire par l'Etablissement Coordinateur pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du Projet.
- **Unité Partenaire** : unité de recherche sous tutelle d'un ou plusieurs Etablissement(s) de Recherche impliquée dans le Projet.

Article 2 : Objet et nature de l'Accord

2.1 L'Accord a pour objet :

- de définir les modalités d'exécution du Projet ; et en particulier les droits et obligations des Parties,
- de préciser la répartition des tâches, des moyens humains et financiers ainsi que des livrables,
- de prévoir la gouvernance,
- de définir les modalités de valorisation des résultats obtenus au terme des recherches, ainsi que le partage de la propriété intellectuelle,
- définir les droits d'accès aux Connaissances Propres,
- de prévoir le régime des publications/ diffusion des Connaissances Nouvelles.

2.2 Les pièces constitutives de l'Accord sont l'Accord et ses quatre (4) annexes :

- annexe 1 : Description technique du Projet EID@Lyon intégrant le descriptif du projet d'Institut One Health (IOH),
- annexe 2 : Communauté EID@Lyon
- annexe 3 : Connaissances Propres
- annexe 4 : Liste des membres des Comités (Comité de Direction, Conseil des Tutelles, Comité Scientifique International, Comité des Partenaires Socio-Economiques, Comité des Partenaires Académiques),

En cas de contradiction ou de différence entre le corps de l'Accord et l'une de ses annexes, le corps de l'Accord prévaut.

2.3 La nature juridique du groupement formé par les Parties au titre de l'Accord est celle d'un groupement temporaire sans personnalité morale. Les Parties déclarent que l'Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, *l'affectio societatis* est formellement exclu.

Article 3 : Coordination du Projet

3.1 Etablissement Coordinateur

3.1.1 Désignation de l'Etablissement Coordinateur

D'un commun accord entre les Parties, l'UCBL est désignée Etablissement Coordinateur du Projet, et à ce titre sera l'intermédiaire entre les Parties et l'ANR pour rendre compte de l'état d'avancement du Projet et pour assurer la diffusion des documents.

Au titre de la convention attributive d'aide signée avec l'ANR, l'Etablissement Coordinateur sera le seul bénéficiaire de l'aide versée par l'ANR.

3.1.2 Rôle de l'Etablissement Coordinateur



L'Etablissement Coordinateur est l'intermédiaire entre les Parties et l'ANR et assure, à ce titre, les missions suivantes :

- il transmet aux autres Parties, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, les correspondances d'intérêt commun émanant de l'ANR dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet ;
- il rend compte des actions réalisées dans le cadre du Projet et les transmet à l'ANR, dans les délais imposés par l'ANR ;
- il centralise les éventuels rapports scientifiques intermédiaires produits par les correspondants scientifiques et techniques des différentes Unités Partenaires, Masters, Ecoles Doctorales et Formation Continue et rédige un document unique présentant l'avancée du Projet ;
- il envoie un compte rendu final à l'ANR dans un délai maximal de deux (2) mois à compter de la fin du Projet ;
- il adresse à l'ANR les demandes de modification du Projet souhaitées ;
- en cas de difficultés et/ou de divergences entre les Parties, il assure, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, la collecte des propositions de solutions émanant de chaque Partie, leur diffusion entre les Parties, l'élaboration d'une synthèse et veille à la mise en œuvre de la solution retenue par les Parties ;
- en cas de difficultés dans la réalisation du Projet, en particulier lorsque l'une des Parties décide d'abandonner l'exécution de la part du Projet dont elle a la responsabilité ou en cas de défaillance irrémédiable d'une des Parties ou lorsque les Parties souhaitent qu'une nouvelle Partie participe au Projet, il en informe l'ANR après décision des Parties sur la(les) solution(s) envisagée(s) ;
- il procède aux Reversements auprès des Etablissements Partenaires du Projet pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission spécifique réalisée dans le cadre du Projet. Ces Reversements sont réalisés conformément aux Conventions de Reversement signées entre l'Etablissement Coordinateur et les Etablissements Partenaires.

L'Etablissement Coordinateur s'appuie pour cela sur le Responsable Scientifique et Technique.

3.1.3 Obligations des Parties à l'égard de l'Etablissement Coordinateur

Dans les délais impartis et à la demande de l'Etablissement Coordinateur, chaque Partie a les obligations suivantes :

- fournir les éléments permettant à l'Etablissement Coordinateur de répondre aux éventuelles demandes de l'ANR ;
- indiquer annuellement à l'Etablissement Coordinateur, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, l'état d'avancement des missions qu'elle exécute dans le cadre du Projet ;
- transmettre à l'Etablissement Coordinateur, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, les éléments nécessaires à l'établissement du compte-rendu final à l'ANR ;
- prévenir sans délai l'Etablissement Coordinateur, par l'intermédiaire du Responsable Scientifique et Technique, de toute difficulté pouvant compromettre l'exécution normale du Projet ;
- affecter des moyens au Projet selon ses propres procédures internes. Le Projet sera en effet mené conjointement avec les Etablissements Partenaires ;
- participer à la réunion annuelle de suivi du Projet dont la date sera communiquée par l'Etablissement Coordinateur au moins un (1) mois à l'avance, afin de pouvoir y assister ;
- participer aux éventuelles réunions de revue de Projet demandées par l'ANR pour faire un point détaillé sur l'avancement du Projet.

3.2 La Responsable Scientifique et Technique

3.2.1 Désignation du Responsable Scientifique et Technique

D'un commun accord entre les Parties, Madame Dominique PONTIER est désignée Responsable Scientifique et Technique du Projet, et à ce titre assistera l'Etablissement Coordinateur pour rendre compte de l'état d'avancement du Projet et pour assurer la diffusion des documents.

3.2.2 Rôle du Responsable Scientifique et Technique

La Responsable Scientifique et Technique assure la coordination et le bon déroulement du Projet en lien avec l'Etablissement Coordinateur. Elle est l'interlocutrice de l'ANR pour les aspects scientifiques et techniques.

La Responsable Scientifique et Technique est l'intermédiaire entre l'Etablissement Coordinateur et les Etablissements Partenaires et assure, à ce titre, les missions suivantes :

- elle est chargée de la mise en œuvre du Projet et pour cela elle s'appuie sur le Comité de Direction ;
- elle transmet aux autres Parties les correspondances d'intérêt commun émanant de l'ANR et qui lui auront été communiquées par l'Etablissement Coordinateur, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du Projet ;
- elle centralise les comptes rendus et les transmet à l'Etablissement Coordinateur accompagnés d'une synthèse dans des délais imposés par l'ANR ;
- à l'arrivée à échéance de l'Accord, elle adresse un compte-rendu final unique destiné à l'ANR, faisant état de l'ensemble des Connaissances Nouvelles obtenues ;
- elle soumet à l'ANR les demandes de modification du Projet souhaitées ;
- elle est en charge de l'établissement, de la mise à jour et de la diffusion aux Parties, du calendrier général du Projet. Elle est également en charge du contrôle de son exécution par les Parties, en lien avec l'Etablissement Coordinateur ;
- en cas de difficultés et/ou de divergences entre les Parties, elle assure la collecte des propositions de solutions émanant de chaque Partie, qu'elle transmet à l'Etablissement Coordinateur, et qu'elle diffuse aux autres Parties ; en lien avec l'Etablissement Coordinateur, elle élabore une synthèse et veille à la mise en œuvre de la solution retenue par les Parties ;
- en cas de difficultés dans la réalisation du Projet, en particulier lorsqu'une des Parties décide d'abandonner l'exécution de la part du Projet dont elle a la responsabilité ou en cas de défaillance irrémédiable d'une des Parties ou lorsque les Parties souhaitent qu'une nouvelle Partie participe au Projet, elle collecte les propositions des Parties quant aux solutions envisagées.

Article 4 : Structures de Gouvernance

4.1 Gouvernance stratégique

4.1.1 Le Conseil des Tutelles

4.1.1.1 Composition

Le Conseil des Tutelles est composé d'un représentant désigné par chacune des Parties à cet Accord, ci-après les « **Membres** » dont la liste figure en annexe 4. Il est présidé par la Responsable Scientifique et Technique ou une des trois (3) co-directrices de l'EID@Lyon.

Il est également composé de deux (2) invités permanents : un représentant du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) et un représentant du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASa).

Le Conseil des tutelles est composé à la date de signature de l'accord de vingt-cinq (25) Membres et de deux (2) invités permanents sans voix délibérative. La liste des Membres à la date de signature du présent Accord figure en Annexe 4. Chaque Membre peut se faire représenter aux réunions du Conseil des Tutelles par un autre Membre.

Si un changement du représentant intervient pendant la durée du Projet, il sera porté en temps utile et par écrit à la connaissance des autres Parties par l'intermédiaire de la présidente du Conseil des Tutelles, cette modification de l'Accord ne nécessitant pas la conclusion d'un avenant spécifique.

Les Membres du Conseil des Tutelles peuvent, si nécessaire, se faire assister d'un spécialiste de leur choix, sous réserve d'en informer préalablement les autres Membres et que ledit spécialiste signe un accord de confidentialité reprenant les obligations de confidentialité visées au présent Accord ou soit tenu par un engagement de confidentialité au moins équivalent aux obligations de confidentialité visées au présent Accord. Les spécialistes susvisés n'interviennent qu'à titre consultatif.

4.1.1.2 Missions

Le Conseil des Tutelles a notamment pour mission de définir les orientations stratégiques du Projet, au moins annuellement, en fonction du bilan annuel établi par le Comité de Direction.

En tant que garant du bon déroulement du Projet EID@Lyon, le Conseil des Tutelles aura pour fonction notamment :

- de définir la stratégie en lien avec le Comité de Direction et le Comité des Partenaires Académiques, et éventuellement en lien avec les recommandations formulées par le Conseil Scientifique International et le Conseil des Partenaires Socio-Economiques,
- de contrôler la bonne articulation entre la stratégie de l'EID@Lyon et celle de l'IOH,
- d'évaluer les progrès effectués par rapports aux objectifs et jalons fixés,
- si besoin est, de proposer de réorienter certaines activités en fonction de nouvelles priorités ou selon les développements du sujet,
- de soumettre à validation par leurs instances respectives les créations d'offre de formation et de diplômes proposés par le Comité des Partenaires Académiques et qui seraient approuvées par le Conseil des Tutelles,
- le cas échéant, de valider le ou les porteur(s) des nouvelles formations construites,
- d'approuver le rapport annuel financier et technique et d'adopter le budget annuel du Projet,
- de trancher tout problème de gestion courante rencontré par le Comité de Direction sur demande de celui-ci,
- de proposer l'entrée de toute nouvelle Partie, l'éventuelle sortie d'une Partie ; ces changements feront l'objet d'un avenant spécifique au présent Accord,
- de remplacer la Responsable Scientifique et Technique en cas de défaillance de celle-ci et selon accord des co-directrices du projet.

4.1.1.3 Modalités de prise de décisions

Le Conseil des Tutelles peut siéger dès lors que trois-quarts (3/4) de ses Membres sont présents ou dûment représentés. Le Conseil des Tutelles se réunit au minimum une (1) fois par an pendant la durée de l'Accord lors de la Journée Annuelle de la Communauté EID@Lyon, sur convocation de la Responsable Scientifique et Technique ou de la présidente du Conseil des Tutelles. Si nécessaire, le Conseil des Tutelles peut être convoqué en dehors de la réunion annuelle à la demande expresse de l'une des Parties. L'ordre du jour de chaque réunion du Conseil des Tutelles sera établi par la présidente du Conseil des Tutelles, et sera adressé à chaque Membre au minimum deux (2) semaines avant la date de réunion. Si l'un des Membres estime devoir ajouter un point de discussion à l'ordre du jour proposé, il en fera la demande écrite ou par courriel adressée à la présidente du Conseil des Tutelles au moins trois (3) jours ouvrés avant la date de réunion, sans que soient exclues des questions diverses agréées communément en début de séance.

Les décisions du Conseil des Tutelles sont prises à la majorité des trois-quarts (3/4) de ses Membres présents ou représentés. Chaque membre du Conseil des Tutelles dispose d'un droit de veto pour toute décision accroissant ou modifiant sa contribution financière, en nature ou opérationnelle.

Les réunions du Conseil des Tutelles font l'objet de comptes rendus rédigés par la présidente du Conseil des Tutelles et transmis à chacun des Membres dans le mois suivant la date de la réunion.

Ce compte rendu est considéré comme accepté par les Membres si, dans le mois suivant la réception de ce compte rendu, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit auprès de la présidente du Conseil des Tutelles par ces mêmes Membres. Le compte-rendu mentionnera les éventuelles divergences persistantes sur le contenu si les Membres ne parviennent pas à se mettre d'accord dans le délai d'un (1) mois suivant sa transmission pour avis. Les comptes rendus sont également transmis par la Responsable Scientifique et Technique, en tant que de besoin, aux autres instances du Projet.

4.1.2 Le Comité Scientifique International (CSI)

Le CSI est composé d'experts scientifiques reconnus pour leurs réalisations en recherche et en éducation nommés selon la procédure indiquée dans l'annexe 4 par le Comité de Direction qui s'assurera que la composition du CSI est représentative de la communauté EID@Lyon conformément aux objectifs interdisciplinaires. Il est présidé par la Responsable Scientifique et Technique ou une des trois (3) co-directrices de l'EID@Lyon.

Les membres du CSI sont remplacés selon les mêmes modalités.

Le CSI a pour mission d'aider le Comité de Direction à :

- établir les priorités scientifiques et les stratégies éducatives en lien avec le CPSE,
- évaluer les activités scientifiques du Projet EID@Lyon,
- préparer des rapports d'évaluation indépendants.

Le CSI sera sollicité par le Comité de Direction pendant la durée de l'Accord et au minimum une (1) fois par an. Le CSI soumet ses avis et propositions au Comité de Direction.

4.1.3 Le Comité des Partenaires Socio-Economiques (CPSE)

Le CPSE est composé de membres qui seront nommés par le Comité de Direction pour représenter des catégories socio-économiques (par exemple, société, collectivité publique, association) ou des intérêts plus larges (menaces nucléaire, radiologique, biologique et chimique, crises sanitaires, etc.) et pour leur volonté d'être intégrés dans des co-constructions. Il est présidé par la Responsable Scientifique et Technique ou une des trois (3) co-directrices de l'EID@Lyon.

Le CPSE a pour mission d'aider le Comité de Direction à :

- établir les priorités scientifiques et les stratégies éducatives en lien avec le CSI,
- identifier les besoins en formation du monde socio-économique,

Le CPSE sera sollicité par le Comité de Direction chaque fois que nécessaire pendant la durée de l'Accord et soumet ses avis et propositions au Comité de Direction.

4.2 Gouvernance opérationnelle

4.2.1 Le Comité de Direction

4.2.1.1 Composition

Le Comité de Direction est composé de la Responsable Scientifique et Technique, des trois (3) co-directrices de l'EID@Lyon et en fonction de l'ordre du jour de la réunion, du coordinateur Pédagogique et/ou du représentant des partenaires socio-économiques et/ou d'un représentant de l'IOH. Le chef de Projet de l'EID@Lyon participera également aux réunions du Comité de Direction.

La liste des membres du Comité de Direction figure en Annexe 4. Le Comité de Direction peut décider d'inviter si nécessaire d'autres membres aux réunions du Comité de Direction.

Toute modification de l'un des membres du Comité de Direction, sera portée à l'attention de la Responsable Scientifique et Technique, sans qu'un avenant au présent Accord ne soit nécessaire d'être signé.

4.2.1.2 Organisation et missions

Le Comité de Direction veille à la coordination du Projet. Il anime le travail coopératif et propose les différents choix d'action et d'affectation des moyens.

Le Comité de Direction s'appuie pour cela sur :

- (i) L'équipe projet EID@Lyon, dirigée par le Chef de Projet qui assure la gestion opérationnelle du projet dont la communication, le suivi du calendrier, des indicateurs et du budget, les partenariats ainsi que tout l'aspect administratif et événementiel du projet. L'équipe projet fait directement le lien opérationnel avec les intervenants de la formation initiale et continue, la Fabrique de l'Innovation pour le pilier expérientiel, les partenaires académiques et d'un business développeur pour construire des formations ou des offres de service permettant d'assurer la pérennité du Projet au-delà des cinq (5) ans,
- (ii) Un comité de pilotage opérationnel de l'IOH coordonné par le chargé de mission IOH, qui fait le lien, selon les indications du Comité de Direction et avec l'équipe de l'EID@Lyon, avec des



représentants des partenaires publics et privés de l'IOH afin d'assurer les besoins spécifiques pédagogiques, académiques et stratégiques spécifiques de l'IOH,

- (iii) Le Coordinateur Pédagogique supervisant le déroulé et le contenu pédagogique de l'EID@Lyon, en lien avec les intervenants et avec la Fabrique de l'Innovation.

Le Comité de Direction se réunit autant de fois que nécessaire et au minimum deux (2) fois par mois, sur convocation de la Responsable Scientifique et Technique ou à la demande expresse de l'un de ses membres.

4.2.2 Le Comité des Partenaires Académiques

4.2.2.1 Composition

Le Comité des Partenaires Académiques est présidé par la Responsable Scientifique et Technique ou une des trois (3) co-directrices de l'EID@Lyon et est composé par :

- le Coordinateur Pédagogique ;
- le Chef de Projet de l'IOH ;
- des représentants des parcours de master, des « parcours recherche » et des Ecoles Doctorales impliqués dans le Projet.

La liste des membres du Comité des Partenaires Académiques à la date de signature de l'Accord est jointe en Annexe 4.

Le Comité des Partenaires Académiques est animé par le Coordinateur Pédagogique qui prépare les réunions. L'ordre du jour et les documents préparatoires sont discutés en amont au sein du Comité de Direction.

4.2.2.2 Missions

Le Comité des Partenaires Académiques est un comité opérationnel du Projet qui a pour mission de décliner la stratégie pédagogique du Projet validée par le Conseil des Tutelles en objectifs opérationnels.

Pour cela, le Comité des Partenaires Académiques :

- structure, anime et développe les activités pédagogiques en parallèle des activités proposées par le Comité Scientifique International ;
- instruit les demandes de bourses d'attractivité ou les autres demandes de financements proposées par le Projet sur le volet pédagogique ; et fait remonter ses propositions pour examen et validation par le Conseil des Tutelles ;
- s'assure de l'interaction entre les étudiants de l'EID@Lyon et les étudiants de l'IOH ; fait des propositions au Conseil des Tutelles pour validation.

4.2.2.3 Modalités de prise de décisions

Le Comité des Partenaires Académiques se réunit au minimum quatre (4) fois par an sur convocation du Coordinateur du Comité des Partenaires Académiques, dont une (1) fois avec l'ensemble de ses membres lors de la Journée annuelle de la Communauté EID@Lyon. Le Comité des Partenaires Académiques peut être consulté électroniquement en dehors des réunions, sur sollicitation du Coordinateur du Comité des Partenaires Académiques.

Le Comité des Partenaires Académiques peut siéger dès lors que 50% de ses membres sont présents ou dûment représentés.

Chaque membre peut se faire représenter aux réunions du Comité des Partenaires Académiques par une personne du même parcours de master ou du même « parcours recherche » pour les écoles d'ingénieurs ; vétérinaires ou écoles de médecine et de pharmacie disposant des mêmes capacités de représentation moyennant l'information préalable des autres membres du Comité des Partenaires Académiques.

Le Comité des Partenaires Académiques ne peut se tenir qu'en présence du Coordinateur Pédagogique du Comité des Partenaires Académiques.

Les décisions du Comité des Partenaires Académiques sont prises à la majorité simple de ses membres présents ou représentés.

L'ordre du jour du Comité des Partenaires Académiques et les documents préparatoires sont proposés par le Coordinateur du Comité des Partenaires Académiques au Conseil des Tutelles qui les valide, puis sont transmis par le Coordinateur du Comité des Partenaires Académiques aux membres du Comité des Partenaires Académiques quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Les réunions du Comité des Partenaires Académiques font l'objet de comptes rendus de réunions rédigés par le Coordinateur du Comité des Partenaires Académiques. Les comptes rendus de réunions sont transmis aux membres du Comité des Partenaires Académiques dans les quinze (15) jours suivant la date de la réunion. Ce compte-rendu de réunion est considéré comme accepté par les membres du Comité des Partenaires Académiques si, dans les sept (7) jours à compter de la réception de ce compte rendu, aucune objection, ni revendication, n'a été formulée par écrit au Coordinateur Pédagogique par ces mêmes membres.

4.3 Journée annuelle de la Communauté EID@Lyon

Une manifestation scientifique sera organisée annuellement pour présenter les différentes actions menées dans le cadre du Projet EID@Lyon et les futurs axes qui seront développés.

Seront notamment invités les différents organes de gouvernance ainsi que l'ensemble de la Communauté EID@Lyon.

Article 5 : Modalités de mise en œuvre du Projet

5.1 Axes de Formation

Le Projet EID@Lyon vise à mettre en place de nouveaux cursus de formation, s'adressant à la formation initiale d'étudiants mais également à la formation tout au long de la vie. Pour cela le Comité de Direction s'appuiera sur des formations déjà existantes des Parties ; la liste des Masters, formation ingénieurs, vétérinaires et de santé et Ecoles Doctorales sur lesquels les propositions de formation du Projet seront adossées sont listés ci-dessous. Cette liste ayant vocation à évoluer pendant le déroulement du Projet, elle pourra être mise à jour par le Comité de Direction après validation du Conseil des tutelles mais ne fera pas l'objet d'un avenant.

Dans le cadre d'offres de formation conjointes, une convention de gestion sera négociée entre les Parties concernées pour déterminer les modalités pratiques de la mise en place de ces formations.

➤ Masters

Au démarrage du Projet EID@Lyon les parcours des Masters ou école d'ingénieurs, école vétérinaires et écoles de santé participants au Projet sont listés ci-après :

MASTER	Parcours ou formation d'ingénieurs	Etablissement délivrant le diplôme
Master's degree « Molecular and Cellular Biology (MCB) »	SFRI Graduate+ Program « Immunology, Vaccinology and Infectious Diseases (IVID) »	UCBL
Master's degree « Biochemistry & Molecular Biology (BMB) »	SFRI Graduate+ Program « Immunology, Vaccinology and Infectious Diseases (IVID) »	UCBL
Master's degree « Biodiversity, Ecology, Evolution (BEE) »	SFRI Graduate+ Program « Biodiversity & Bioresources (BB) »	UCBL



Master's degree « Microbiology »	SFRI Graduate+ Program « Biodiversity & Bioresources (BB) »	UCBL
Master's degree « Public Health (PH) »	SFRI Graduate+ Program « Digital Sciences for Biology and Health Biodiversity & Bioresources (DIGITBIOMED) »	UCBL
Master's degree « Applied Mathematics & Statistics (AMS) »	SFRI Graduate+ Program « Digital Sciences for Biology and Health Biodiversity & Bioresources (DIGITBIOMED) »	UCBL
Master's degree « Health Promotion and Education (HPE) »		ULL-Lyon 2
Master's degree « Clinical Psychology, Psychopathology, and Health Psychology »		ULL-Lyon 2
Master's degree « Environmental management (GRAINE) »		ULL-Lyon 2
Master's degree « Economics & Finances »		ULL-Lyon 2
Master's degree « Health issues & Policies »		ULL-Lyon 2
Master's degree « Social Sciences & Humanities »		ULL-Lyon 2
Master's degree equivalent « Diploma of Fundamental veterinary studies » (=DEFV, Diplôme national d'études Fondamentales vétérinaires)	Diplôme national d'études Fondamentales vétérinaires (DEFV) Thèse d'exercice de docteur vétérinaire	VetAgro Sup Veterinary Training & Agricultural Engineer School
Master's degree equivalent VetAgro Sup Engineer' degree « agronomic engineer »	Diplôme d'ingénieur agronome	
INSA Engineer' degree « Biotechnology & bioinformatics »	Diplôme d'ingénieur	INSA de Lyon

➤ Ecoles Doctorales

Les écoles doctorales participantes au Projet EID@Lyon sont :

N° Ecole Doctorale	Acronyme	Nom	Etablissement(s) opérateur(s)
205	EDISS	Ecole Doctorale Interdisciplinaire Sciences Santé	UCBL, INSA de Lyon, VetAgro Sup
341	E2M2	Écologie, Évolution, Microbiologie, Modélisation	UCBL, ENS de Lyon, INSA de Lyon, VetAgro Sup
340	BMIC	Biologie Moléculaire Intégrative et Cellulaire	UCBL, ENS de Lyon
485	EPIC	Education, Psychologie, Information, Communication	UCBL, UJM-Lyon 3, ENS de Lyon, UJM-SE, IEP Lyon



486	SEG	Sciences Economiques et de Gestion	UCBL, ULL-Lyon 2, UJM-Lyon3, UJM-SE, ENS de Lyon
-----	-----	---------------------------------------	--

➤ **Formation Continue**

Des actions de formation tournées vers un public actif seront également mises en place pour proposer des formations tout au long de la vie. Des formations One Health seront mises en place pour les décideurs publics et privés par l'IOH en cohérence avec EID@Lyon à partir des demandes collectées par le CPSE d'une part et en promouvant l'interdisciplinarité construite dans le cadre des nouvelles formations initiales proposées par l'EID@Lyon. D'autres formations continues basées sur les piliers pédagogiques des formations initiales EID@Lyon seront aussi mises en place.

Ces formations seront construites, recensées et présentées au Conseil des Tutelles ainsi qu'au CPSE par leur représentant pédagogique.

➤ **Relations Internationales (RI)**

Le responsable des RI nommé par le Comité de Direction coordonnera les actions internationales en lien avec les différents responsables des RI des Parties impliquées, notamment le responsable de l'Etablissement Coordinateur.

Le responsable des RI s'assurera en particulier du respect des volumes de cours dispensés en anglais dans les formations du Projet et d'une conformité des mobilités d'étudiants attendues.

➤ **Partenaires socio-économiques (PSE)**

Le représentant PSE nommé par le CPSE (Cf. article 4.1.3) coordonnera les actions partenariales en lien avec les différentes Parties impliquées. En particulier, il centralisera les demandes des PSE en lien étroit avec le CPSE, adressera des synthèses des attendus et transmettra ses recommandations concernant les actions à mener dans le Projet au Comité de Pilotage.

Les PSE du Projet seront consultés et sollicités régulièrement autour des attendus des formations nouvelles de l'EID@Lyon et de l'IOH et pour l'accueil de stagiaires.

5.2 Formation Métiers par la Recherche

Le Projet vise à mettre en place une labellisation de formation « EID@Lyon » :

- Sous forme d'un Diplôme inter Universitaire et inter-école à mener en sus des formations initiales suivies « Agir et Innover contre les maladies infectieuses émergentes » attestant un haut niveau et une propension à une vision holistique des maladies infectieuses émergentes pour les étudiants diplômés (Master, diplômés ingénieurs, vétérinaires, médecins, pharmaciens, PhD).
- Sous forme de labellisation d'UE suivies.

Le label « EID@Lyon » sera accordé selon des critères construits autour des 3 piliers clefs du Projet : l'interdisciplinarité, l'ouverture à l'international et l'ouverture vers les partenariats socio-économiques.

Cette labellisation et les critères associés seront déclinés pour chaque type de formation proposé par EID@Lyon en regard de critères spécifiques à chaque cursus. Chaque liste de critères sera établie annuellement, validée par le Comité de Direction après avis du Comité des Partenaires Académiques et transférée au Conseil des Tutelles pour information. Ces éléments pourront être transmis à l'ANR.

Article 6 : Modalités financières

L'Etablissement Coordinateur reçoit directement de l'ANR l'aide allouée au Projet et s'élevant à 6 500 000 € H.T. conformément aux dispositions de la convention attributive d'aide, signée le 28 juin 2023 avec l'ANR sous la référence N° ANR-23-CMAS-0006 en date du 01/04/2023.

A ce titre, l'UCBL engage les dépenses afférentes à l'exécution du Projet et pour la part revenant à VetAgroSup (1 110 682, 80 €), a établi une Convention de Reversements avec celle-ci, signée le 06 novembre 2023.

Article 7 : Propriété intellectuelle

Les Parties conviennent d'appliquer les principes ci-dessous, dans l'hypothèse où des travaux réalisés dans le cadre de l'EID@Lyon, pourraient faire l'objet de droits de propriété intellectuelle.

7.1 Connaissances Propres

Sous réserve des droits éventuels des tiers, chacune des Parties conserve la propriété exclusive de ses Connaissances Propres. Aucune stipulation de l'Accord et/ou d'un Accord Particulier ne peut être interprétée comme opérant un quelconque transfert de propriété des Connaissances Propres des Parties.

S'il existe des restrictions liées à l'usage dans le cadre du Projet ou à une possible exploitation commerciale ultérieure de ses Connaissances Propres, notamment si une Partie tient ses droits sur ses Connaissances Propres par l'effet d'une licence auprès d'un tiers ou d'une copropriété, la Partie détentrice des Connaissances Propres devra en informer les autres Parties en tant que de besoin.

7.2 Connaissances Nouvelles appartenant à une seule Partie

Les Connaissances Nouvelles sont la propriété de la Partie qui les a générées seule et les éventuels titres de propriété en découlant sont déposés aux seuls nom et frais de cette Partie et à sa seule initiative.

7.3 Connaissances Nouvelles Conjointes

7.3.1 Principes généraux

Dans le cas où les Connaissances Nouvelles seraient générées par le personnel de deux (2) ou plusieurs Parties, ces Connaissances Nouvelles, ci-après désignées les « Connaissances Nouvelles Conjointes », sont la copropriété desdites Parties, ci-après désignées « Parties Copropriétaires », à proportion de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers.

Dans le cas des Connaissances Nouvelles générées uniquement par des personnes affectées au sein d'une Unité Partenaire qui serait une structure commune de recherche sans personnalité morale (ex : UMR, FRE, ...), constituée entre plusieurs Parties, ces dernières sont considérées comme une seule Partie propriétaire de ces Connaissances Nouvelles, et elles se répartissent entre elles leur part de propriété conformément aux accords passés entre elles.

Dans le cas où au moins deux (2) Parties Copropriétaires d'une Connaissance Nouvelle Conjointe seraient des personnes publiques investies d'une mission de recherche, et en accord avec les dispositions prévues par le décret n° 2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du Code de la recherche, ces Parties désigneront parmi elles, pour chaque Connaissance Nouvelle Conjointe concernée, un mandataire unique (ci-après désigné « Mandataire Unique »).

Toute Connaissance Nouvelle Conjointe consistant en un brevet nouveau, un logiciel ou une autre connaissance protégée par un droit de propriété intellectuelle, fera l'objet d'un règlement de copropriété, qui sera établi entre les Parties Copropriétaires dès que nécessaire et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

7.3.2 Connaissances Nouvelles Conjointes brevetables

7.3.2.1 Les Parties Copropriétaires des Connaissances Nouvelles Conjointes brevetables décideront si ces dernières doivent faire l'objet de demandes de brevets. S'il est décidé de procéder au dépôt de demandes de brevet, lesdites demandes de brevet seront déposées aux noms conjoints des Parties Copropriétaires qui désigneront parmi elles celle qui sera mandataire de la valorisation et à ce titre chargée d'effectuer les formalités de dépôt et de maintien en vigueur.

7.3.2.2 Si l'une des Parties Copropriétaires renonce à déposer, à poursuivre une procédure de délivrance ou à maintenir en vigueur un ou plusieurs brevets nouveaux en France ou à l'étranger, elle devra en informer les autres Parties Copropriétaires en temps opportun afin que ces dernières déposent en leurs seuls noms, poursuivent la procédure de délivrance ou le maintien en vigueur desdits brevets nouveaux à leurs seuls frais et profits. La Partie qui s'est désistée s'engage à signer ou à faire signer toutes les pièces nécessaires pour permettre aux autres Parties Copropriétaires de devenir seules copropriétaires du ou des brevets nouveaux en cause pour le ou les pays concernés. Une Partie Copropriétaire sera réputée avoir abandonné ses droits sur un brevet nouveau trente (30) jours après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception lui demandant de faire connaître sa décision sur ce point, adressée par la Partie chargée d'effectuer les formalités désignées au présent article.

Il est entendu que la Partie renonçant ne saurait à compter de sa renonciation se prévaloir d'une quelconque rémunération au titre de l'exploitation du ou des brevets nouveaux concernés dans le ou les pays concernés.

Chaque Partie Copropriétaire fait son affaire de la rémunération de son personnel cité comme inventeur ou auteur, conformément à la législation en vigueur.

7.4 Logiciels

7.4.1 Dans l'hypothèse où des Connaissances Nouvelles portent sur des logiciels et leur documentation associée, les Parties employeurs des auteurs, personnes physiques, de ces Connaissances Nouvelles disposent, en application des dispositions du code de la propriété intellectuelle, des droits patrimoniaux permettant l'exploitation de ces Connaissances Nouvelles portant sur des logiciels et leur documentation associée. Nonobstant ce qui précède, les Logiciels sont la copropriété des Parties employeur des auteurs en fonction des apports intellectuels, humains, matériels et financiers de chacune desdites Parties, à défaut d'accords passés le cas échéant entre elles.

Dans le cas où des Connaissances Nouvelles portant sur des logiciels seraient obtenues par des personnels recrutés par les Parties au titre d'une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet, la propriété desdites Connaissances Nouvelles portant sur des logiciels sera dévolue selon la proportion définie à l'article 7.3.1 ci-dessus entre les Parties ayant contribué à ladite action.

7.4.2 Les Logiciels de Base

Les Logiciels de Base restent la propriété de la Partie bénéficiaire de l'antériorité.

Les dispositions de l'article 7.1, relatives à l'utilisation et à l'exploitation des Connaissances Propres, sont applicables aux Logiciels de Base.

7.4.3 Les Logiciels dérivés

Les Logiciels dérivés consistant en une Adaptation sont la propriété de la Partie titulaire du Logiciel de Base, quel qu'en soit l'auteur.

Les parts de copropriété sur les Extensions entre les Parties qui les ont réalisées (Parties concernées) seront déterminées en fonction des apports intellectuels, humains, matériels et financiers de chacune desdites Parties.

Les dispositions de l'article 8.2, relatives à l'utilisation et à l'exploitation des Connaissances Nouvelles Conjointes, sont applicables aux Extensions.

7.4.4 Les Logiciels Ex-nihilo

Les Logiciels Ex-nihilo générés par une seule des Parties sont la propriété de cette Partie.

Les Logiciels Ex-nihilo générés par plusieurs Parties sont la copropriété des Parties concernées. Les Parties Copropriétaires sont copropriétaires des Logiciels Ex-nihilo et de leur documentation associée en fonction de leurs apports intellectuels, humains, matériels et financiers.

Les Parties Copropriétaires décideront si les Logiciels Ex-nihilo doivent faire l'objet d'un dépôt auprès d'une agence spécialisée ou d'une profession réglementée, en leurs noms conjoints et/ou de toute autre protection.

Les Parties Copropriétaires de Logiciels Ex-nihilo et/ou d'Extensions communes désigneront parmi elles celle qui sera mandataire de la valorisation et à ce titre chargée d'effectuer toutes les démarches afférentes à la protection desdits Logiciels Ex-nihilo et/ou Extensions communes. Ladite Partie mandataire pourra transférer la valorisation à une structure mutualisée de la valorisation, notamment à la SATT PULSALYS, conformément à l'accord signé entre ladite Partie et la SATT.

Les dispositions de l'article 8.2, relatives à l'exploitation des Connaissances Nouvelles Conjointes ci-dessous sont applicables aux Logiciels Ex-nihilo.

Article 8 : Principes d'utilisation et d'exploitation

8.1 Utilisation et exploitation des Connaissances Propres

8.1.1 Principe général

Chaque Partie dispose librement de ses Connaissances Propres.

8.1.2 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Pour les besoins de l'exécution du Projet et à cette seule fin, chaque Partie concède, sous réserve des droits des tiers, à chacune des autres Parties un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Connaissances Propres, dans la mesure où ces Connaissances Propres sont Nécessaires à l'exécution du Projet desdites Parties.

Ces Connaissances Propres sont communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse d'une autre Partie et doivent être traitées comme des Informations Confidentielles par la Partie qui les reçoit conformément aux termes de l'article 9 de l'Accord.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances Propres sont des logiciels, à défaut de stipulations différentes prévues dans un contrat de licence conclu entre les Parties concernées, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation dans le cadre du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces logiciels et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation. Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits logiciels.

8.1.3 Exploitation à des fins industrielles et/ou commerciales

Chacune des Parties pourra, pendant la durée de l'Accord, et dans les six (6) mois qui suivent la fin de chaque Accord Particulier concéder aux autres Parties, sur demande expresse de celles-ci et sous réserve des droits des tiers, un droit non exclusif, non cessible, et sans droit de sous-licence, d'exploitation sur ses Connaissances Propres Nécessaires à l'exploitation des Connaissances Nouvelles desdites Parties, aux conditions commerciales du marché pour le domaine d'application

considéré. Ces conditions commerciales et les modalités de cette licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les Parties concernées.

Nonobstant ce qui précède, la Partie propriétaire des Connaissances Propres reste libre, pendant toute la durée de l'Accord Particulier et les six (6) mois qui suivent sa fin, dès lors qu'aucune demande expresse ne lui a été adressée, d'exploiter ses Connaissances Propres ou de les faire exploiter par un tiers par voie de licence y compris exclusive ou par voie de cession. Si une demande expresse lui est adressée par une Partie postérieurement à la mise en exploitation par voie de licence à un tiers, dans un tel cas un droit d'exploitation à la Partie qui en a fait la demande expresse ne pourra être concédé que sous réserve des droits d'exploitation d'ores et déjà concédés audit tiers par voie de licence d'exploitation.

Les Parties qui n'exercent pas d'activité commerciale directe en raison de leur statut ou de leur mission, pourront également demander dans les mêmes conditions et limites que celles prévues ci-dessus, un droit de sous-licence sur les Connaissances Propres dont elles ont obtenu un droit d'exploitation.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances Propres sont des logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de son utilisation pour l'exploitation de ses Connaissances Nouvelles, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces logiciels et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation. Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits logiciels.

8.2 Utilisation et exploitation des Connaissances Nouvelles

8.2.1 Principes généraux

Sous réserve des dispositions de l'article 8.2.5 ci-après, chaque Partie peut librement utiliser, exploiter et/ou faire exploiter les Connaissances Nouvelles dont elle est seule propriétaire au titre de l'article 7 ci-dessus.

Les Parties feront leur possible pour prendre toutes les mesures appropriées, notamment à l'égard de leurs employés et/ou de leurs sous-traitants éventuels, leur permettant d'accorder aux autres Parties des droits d'utilisation et d'exploitation des Connaissances Nouvelles ou Connaissances Nouvelles Conjointes, dans les conditions prévues à l'Accord.

8.2.2 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Chacune des Parties concède aux autres Parties, sous réserve des droits des tiers, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence, et sans contrepartie financière, d'utilisation de ses Connaissances Nouvelles Nécessaires à l'exécution par lesdites autres Parties du Projet. Les conditions d'exercice de ce droit d'utilisation sont les mêmes que celles prévues à l'article 8.1.2 ci-dessus pour l'utilisation des Connaissances Propres.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne peut les utiliser que sur ses propres matériels et n'est autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessaire par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins d'utilisation pour la réalisation de sa part du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces logiciels et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation. Le

droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits logiciels.

8.2.3 Utilisation à des fins de recherche et enseignement

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement, sur demande motivée, à des fins de recherche et d'enseignement, les Connaissances Nouvelles obtenues dans le cadre de l'Accord, ou d'un Accord Particulier, sous réserve du droit des auteurs et des obligations de confidentialité définies à l'article 9 ci-après et à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins commerciales.

Si les Connaissances Nouvelles ainsi demandées constituent des logiciels, leur remise fait l'objet d'un accord écrit entre les Parties concernées qui en précise les conditions et modalités d'utilisation, étant entendu que les droits d'utilisation ainsi conférés n'entraînent pas l'accès aux codes sources, sauf accord exprès de la Partie propriétaire ou Copropriétaire.

8.2.4 Exploitation industrielle et/ou commerciale

Les Parties Copropriétaires de Connaissances Nouvelles Conjointes préciseront leurs modalités d'exploitation dans le cadre d'un règlement de copropriété et/ ou d'un accord d'exploitation avant toute exploitation industrielle et commerciale.

Il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que toute exploitation directe et/ou indirecte par une Partie Copropriétaire des Connaissances Nouvelles Conjointes impliquera une compensation financière au profit des autres Parties Copropriétaires, selon les conditions et modalités définies dans le règlement de copropriété susmentionné.

Lorsque les Connaissances Nouvelles Conjointes consistent en des logiciels, l'accord préalable des autres Parties Copropriétaires sera requis si l'exploitation envisagée entraîne la communication de codes sources.

8.2.5 Exploitation des Connaissances Nouvelles et des Connaissances Nouvelles Conjointes par une Partie non-copropriétaire

Chaque Partie propriétaire ou Copropriétaire pourra, pendant la durée de l'Accord, concéder à toute autre Partie qui en ferait la demande, sous réserve des droits consentis à des tiers, un droit non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licence d'exploitation de ses Connaissances Nouvelles dans un domaine d'application défini, dès lors qu'elles seraient Nécessaires à l'exploitation des Connaissances Nouvelles de la Partie qui fait la demande. Ce droit sera concédé aux conditions du marché pour le domaine d'application considéré. Les conditions et les modalités de la licence seront négociées préalablement à toute exploitation industrielle et/ou commerciale et feront l'objet d'un contrat de licence conclu entre les Parties concernées.

Nonobstant ce qui précède, chaque Partie propriétaire ou Copropriétaire desdites Connaissances Nouvelles reste libre, pendant toute la durée de l'Accord Particulier, d'exploiter ses Connaissances Nouvelles ou de les faire exploiter par un tiers par voie de licence y compris exclusive ou par voie de cession. Si une demande expresse lui est adressée par une Partie postérieurement à la mise en exploitation par voie de licence à un tiers, dans un tel cas un droit d'exploitation à la Partie qui en a fait la demande expresse ne pourra être concédé que sous réserve des droits d'exploitation d'ores et déjà concédés audit tiers par voie de licence d'exploitation.

Les Parties non (co)propriétaires qui ne peuvent pas exercer d'activité commerciale directe en raison de leur statut ou de leur mission, pourront demander dans les mêmes conditions et limites que celles énoncées ci-dessus, un droit de sous-licence sur les Connaissances Nouvelles dont elles ont obtenu un droit d'exploitation.

Dans le cas de logiciels, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage,

l'exécution, la transmission et le stockage de ces logiciels aux seules fins de l'exploitation des Connaissances Nouvelles, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces logiciels et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation. Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des logiciels considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits logiciels

Article 9 : Confidentialité - Communications

9.1 Confidentialité

9.1.1 Chaque Partie transmet aux autres Parties les seules Informations Confidentielles qu'elle juge nécessaires à l'exécution du Projet, sous réserve des droits des tiers.

9.1.2 Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution du Projet.

9.1.3 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle d'une des autres Parties s'engage, pendant la durée de l'Accord ou de l'Accord Particulier et les trois (3) ans qui suivent la résiliation et/ou l'échéance de l'Accord ou de l'Accord Particulier, à ce que les Informations Confidentielles émanant de la Partie qui les divulgue :

- soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles de même importance ;
- ne soient divulguées de manière interne qu'aux seuls membres de son personnel ayant à en connaître et ne soient utilisées par ces derniers que dans le cadre du Projet et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes ;
- ne soient utilisées, totalement ou partiellement, que dans le cadre du Projet EID@Lyon et en cas d'utilisation étrangère à l'Accord ou de l'Accord Particulier sous réserve du consentement préalable et écrit de la Partie qui les a divulguées ;
- ne soient ni divulguées ni susceptibles de l'être, soit directement, soit indirectement à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées au 2^{ème} tiret ci-dessus ;
- ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées totalement ou partiellement lorsque de telles copies, reproductions ou duplications n'ont pas été autorisées par la Partie de qui elles émanent et ce, de manière spécifique et par écrit.

Toute autre communication ou utilisation des Informations Confidentielles implique le consentement préalable et écrit de la Partie à qui appartiennent lesdites Informations Confidentielles.

En ce qui concerne les Informations Confidentielles correspondant à du savoir-faire, les obligations du présent article restent en vigueur tant que ces informations ne sont pas tombées dans le domaine public.

9.1.4 Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions transmises par une Partie à une autre Partie dans le cadre de l'Accord restent la propriété de la Partie qui les a divulguées, sous réserve des droits des tiers, et doivent être restituées à cette dernière immédiatement sur sa demande et en tout état de cause au plus tard à l'arrivée à échéance de l'Accord ou à la date de leur résiliation anticipée.

9.1.5 La Partie qui reçoit les Informations Confidentielles peut communiquer les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

- qu'elles sont connues du public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- qu'elles sont déjà connues de celle-ci, cette connaissance préalable pouvant être démontrée par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;



- qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les divulguer, de manière licite, sans restrictions ni violation des présentes dispositions ;
- qu'elles ont été publiées sans contrevenir aux présentes dispositions ou à tout autre obligation ;
- que l'utilisation ou la divulgation a été autorisée par écrit par la Partie dont elles émanent ;
- qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par le personnel n'ayant eu accès à ces Informations Confidentielles ;
- que leur communication a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire, ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale. Dans ce cas, la communication d'Informations Confidentielles doit être limitée au strict nécessaire. La Partie qui les reçoit s'engage à informer immédiatement la Partie auteur de la divulgation avant toute communication faite à ce titre.

Ces conditions ne sont pas cumulatives.

9.1.6 Aucune disposition de l'Accord n'implique :

- une renonciation, pour la Partie qui les communique, à la protection d'Informations Confidentielles par un brevet ou par tout autre droit de propriété intellectuelle ;
- une cession, par la Partie qui communique les Informations Confidentielles, d'un quelconque droit sur ces informations au profit des autres Parties.

9.2 Communications - Publications

9.2.1 Chaque Partie désirant effectuer des publications, conférences ou soutenances de thèse éventuelles relatives à ses Connaissances Propres est libre de les réaliser sous réserve des dispositions prévues au présent article 9.

9.2.2 Chaque Partie s'engage à ne pas publier, de quelque façon que ce soit, les Connaissances Propres et les Connaissances Nouvelles des autres Parties dont elle pourrait avoir connaissance tant que cette Partie n'a pas reçu l'accord préalable de la Partie ou de chacun des propriétaires des Connaissances Propres ou Nouvelles concernées.

9.2.3 Tout projet de publication ou communication d'information relative à une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet par l'une des Parties, devra recevoir, pendant la durée de l'Accord ou de l'Accord Particulier et les deux (2) ans qui suivent leur résiliation et/ou leur échéance, l'autorisation préalable et écrite des autres Parties concernées.

Les Parties feront connaître leur décision dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de notification de la demande, cette décision pouvant consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication et/ou de publication ;
- à demander des modifications, en particulier si certaines informations contenues dans le projet de publication ou de communication sont de nature à porter préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des Connaissances Propres et/ou Nouvelles ;
- à demander à ce que la publication ou communication soit différée si des causes réelles et sérieuses lui paraissent l'exiger, en particulier si des informations contenues dans le Projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Il est convenu que les modifications ou suppressions demandées par la Partie sollicitée ne pourront porter atteinte à la valeur scientifique de la publication ou communication écrite ou orale.

En l'absence de réponse d'une Partie à l'issue de ce délai, l'accord de cette Partie sera réputé acquis.

Toutefois, aucune des Parties ne pourra refuser son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du Projet concerné sauf si les informations devant faire l'objet de cette publication ou communication offrent un intérêt stratégique de nature scientifique, industrielle et/ou commerciale pour les activités de l'une des Parties, en particulier pour celle qui aura été désignée mandataire de la valorisation. Dans ce cas, la décision

relative à la nature des informations et à la durée du secret appartiendra aux Parties Copropriétaires concernées, qui décideront de la publication ou non desdites informations.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des Parties à l'action conduite dans le cadre du Projet, et la référence suivante « Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Etat gérée par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) au titre de France 2023 portant la référence « ANR-23-CMAS-0006 ». »

9.2.4 Les dispositions du présent article 9.2 ne peuvent faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au Projet de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève et/ou au Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur. La diffusion d'Informations Confidentielles dans ce cadre est limitée aux seules instances ayant besoin d'en connaître ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs participant au Projet. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire et des dispositions relatives à la confidentialité. Si nécessaire, elle pourra se dérouler à huis clos et chaque membre du jury sera engagé par un engagement de confidentialité ;
- ni à la publication ou communication par une Partie de ses Connaissances Nouvelles Propres.

Article 10 : Responsabilités-Assurances

10.1 Dispositions générales

10.1.1 Chaque Partie s'engage à exécuter sa part du Projet conformément à l'obligation de moyens qui lui incombe.

10.1.2 Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, manque à gagner, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre de l'Accord.

10.2 Personnel des Parties

Chacune des Parties prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont elle relève et procède aux formalités qui lui incombent.

Dans le cas où des personnels recrutés par les Parties, au titre d'une action conduite dans le cadre de l'exécution du Projet, exerceraient leur mission dans les locaux d'une ou plusieurs Parties les Parties qui accueillent lesdits personnels dans leurs locaux fournissent leurs meilleurs efforts pour donner accès à leurs locaux, équipements et matériels nécessaires à la bonne exécution de la mission des personnels accueillis. Les Parties accueillantes fournissent également leurs meilleurs efforts pour assurer l'encadrement scientifique des personnels accueillis et les informer concernant le règlement intérieur de l'établissement d'accueil, règlement que les personnels accueillis doivent respecter.

Dans le cadre du Projet, des mouvements de personnels ponctuels peuvent être Nécessaires entre les Parties.

Dans tous les cas, la présence de personnel de l'une des Parties dans les locaux d'une autre Partie obéira aux dispositions suivantes :

- la présence de personnel devra faire l'objet de l'accord préalable écrit de la Partie accueillante, accord pouvant faire l'objet d'une convention d'accueil exposant l'ensemble des droits et obligations des Parties, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de l'employeur d'origine,
- chaque employeur s'assure que lesdits personnels respectent le règlement intérieur dans ses dispositions non disciplinaires ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur le lieu de travail/ accueil ainsi que les directives qui lui seront données par le chef de projet de la Partie accueillante,
- en tout état de cause, le personnel accueilli restera sous l'autorité hiérarchique de son employeur d'origine.

D'autre part, l'accueil de personnel d'une Partie dans les locaux d'une autre Partie pourra être soumis à l'autorisation du Fonctionnaire Sécurité Défense (FSD) de la Partie accueillante, notamment dans le cas de locaux classés Zone à Régime Restrictif. Il ne saurait être reproché à une Partie d'avoir refusé l'accès à ses locaux à l'un des membres du personnel d'une autre Partie lorsqu'elle se conforme aux recommandations de son Fonctionnaire Sécurité Défense. La Partie demandant l'accès aux locaux d'une autre Partie devra se soumettre aux procédures en vigueur au sein de la Partie accueillante et fournir l'ensemble des informations nécessaires à l'autorisation d'accès aux locaux de la Partie accueillante dans des délais compatibles avec lesdites procédures.

10.3 Dommages aux biens des Parties

Chaque Partie est responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages qu'elle cause du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'Accord aux biens mobiliers ou immobiliers d'une autre Partie.

10.4 Dommages aux tiers

Chaque Partie supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux effectués pour la réalisation du Projet dans le cadre de l'Accord.

10.5 Assurances

Chaque Partie, devra, en tant que de besoin et selon les règles qui lui sont applicables, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord.

La règle selon laquelle « l'Etat est son propre assureur » s'applique aux Parties de droit public. En conséquence ceux-ci garantissent, le cas échéant, sur leurs budgets les dommages qu'ils pourraient causer à des tiers du fait de leur activité.

Article 11 : Durée

L'Accord prend effet à compter du 01/04/2023 et se terminera le 31/03/2028, dates mentionnées dans la convention attributive d'aide signée entre l'Etablissement Coordinateur et l'ANR.

La durée de l'Accord ne pourra en aucun cas excéder la date de validité de la convention Etat – ANR relative à l'action « Compétences et métiers d'avenir ».

Dans le cas où le Projet EID@Lyon ferait l'objet d'une prolongation de durée, le présent accord continuera de rester en vigueur jusqu'à la date de fin de Projet notifiée par l'ANR.

Les dispositions des articles 8 et 9 ci-dessus demeureront en vigueur pour la durée qui leur est propre, nonobstant l'échéance ou la résiliation de l'Accord.

Article 12 : Résiliation

12.1. Exclusion d'une Partie

Dans l'hypothèse où une Partie viendrait à manquer à l'une de ses obligations au titre de l'Accord, les autres Parties pourront, après accord de l'ANR, prononcer la résiliation de l'Accord à l'égard de la Partie en défaut si, dans les quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la Partie en défaut ne s'est toujours pas conformée à ses obligations. La décision de prononcer la résiliation est prise à l'unanimité des Parties non défaillantes dans le cadre du Conseil des Tutelles, la mise en demeure est envoyée à la Partie défaillante par l'Etablissement Coordinateur.

L'exclusion d'une Partie entraîne l'exclusion de l'ensemble des Unités Partenaires qui sont représentées par cette Partie dans le cas où ces Unités Partenaires ne sont représentées que par cette Partie. Cependant, dans le cas où ces Unités Partenaires sont représentées par plusieurs Parties

dont une seule est exclue, ces Unités Partenaires ne sont pas exclues du Projet tant qu'elles sont représentées par ces autres Parties.

En outre, l'exclusion d'une Unité Partenaire entraîne le retrait de la ou des Parties qui la représente(nt) mais n'entraîne pas le retrait de ces Parties si ces dernières représentent d'autres Unités Partenaires dans le Projet.

Sous réserve de l'accord de l'ANR, les Parties peuvent décider soit de reprendre à leur compte la part de Projet de la Partie défaillante, soit de confier à un tiers tout ou partie de la réalisation de ladite part de Projet.

La Partie défaillante s'engage à communiquer gratuitement aux autres Parties ou au tiers subrogé toutes les informations nécessaires à la poursuite de l'exécution du Projet en ses lieux et place.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ne saurait en aucun cas être interprété comme une renonciation des autres Parties à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

12.2. Désistement volontaire

Chaque Partie dispose du droit de se retirer ou de retirer une Unité Partenaire de l'Accord avec l'accord préalable du Conseil des Tutelles, et de l'ANR. Les Parties feront connaître leur décision dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la demande adressée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Responsable Scientifique et Technique. Passé ce délai, et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

Le retrait d'une Partie entraîne le retrait de l'ensemble des Unités Partenaires qui sont représentées par cette Partie dans le cas où ces Unités Partenaires ne sont représentées que par cette Partie. Cependant, dans le cas où ces Unités Partenaires sont représentées par plusieurs Parties dont une seule se retire, ces Unités Partenaires ne sont pas sorties du Projet tant qu'elles sont représentées par ces autres Parties.

En outre, le retrait d'une Unité Partenaire au Projet par une Partie entraîne le retrait de la ou des Parties qui la représente(nt) mais n'entraîne pas le retrait de ces Parties si ces dernières représentent d'autres Unités Partenaires dans le Projet.

Le Comité de Direction décidera, sur proposition des Parties :

- soit de répartir la part de Projet de l'Unité Partenaire sortante entre les autres Unités Partenaires,
- soit de confier à un tiers tout ou partie de la part du Projet restant à exécuter, ledit tiers étant alors subrogé dans tous les droits dont disposait l'Unité Partenaire sortante.

Les droits d'accès qui étaient accordés en vertu de l'article 8 aux Parties établissements tutelles de l'Unité Partenaire sortante seront immédiatement annulés, tandis que les droits d'accès au titre du même article 8 accordés par les Parties établissements tutelles de l'Unité Partenaire sortante aux autres Parties seront maintenus afin de permettre la bonne exécution du Projet.

Les Parties établissements tutelles de l'Unité Partenaire sortante s'engagent à communiquer à l'Etablissement Coordinateur et/ou autres Parties, gratuitement et sans délai, tous les dossiers et informations nécessaires pour permettre la poursuite de l'exécution du Projet en ses lieux et places.

Les Parties, établissements tutelles de l'Unité Partenaire sortante, n'acquièrent plus aucun droit sur les Résultats qui seront obtenus à compter de la prise d'effet du désistement.

En tout état de cause, les clauses de l'article 8 ci-dessus resteront en vigueur après le désistement de la Partie sortante.

Article 13 : Force majeure

13.1 Par « force majeure », on entend tout événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence.



13.2 La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure doit en aviser le Responsable Scientifique et Technique dans les sept (7) jours suivant la survenance de cet événement. L'Etablissement Coordinateur doit ensuite, si nécessaire, en informer l'ANR dans les meilleurs délais.

13.3 Si nécessaire, les délais d'exécution du Projet peuvent être prolongés d'un commun accord entre les Parties et l'ANR.

Article 14 : Accueil d'une nouvelle Partie

En cas de nécessité pour la bonne mise en œuvre du Projet, il peut s'avérer indispensable de faire appel aux compétences d'un tiers ; la décision sera prise par le Comité de Direction et validée par le Conseil des Tutelles, avec l'accord de l'ANR, sur proposition d'une quelconque des Parties ; un avenant au présent accord sera signé par toutes les Parties pour formaliser la participation au Projet de cette nouvelle Partie, qui devra adhérer aux clauses du présent Accord.

Article 15 : Sous-traitance

Sous réserve de l'accord des autres Parties, et du respect des dispositions du règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Compétences et métiers d'avenir », chaque Partie peut sous-traiter une partie de sa part du Projet à un tiers, dans l'hypothèse où ladite Partie ne serait pas en mesure d'exécuter elle-même ladite part du Projet ou de faire réaliser cette part du Projet par une autre Partie, mais la Partie qui sous-traite reste pleinement responsable de la réalisation de la part du Projet qu'elle confie à ce tiers.

Chaque Partie impose contractuellement au tiers sous-traitant les obligations nécessaires au respect des dispositions de l'Accord.

Tout tiers sous-traitant ne saurait prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle ou d'exploitation au titre de l'Accord.

Article 16 : Notifications

Toute notification requise au titre de l'Accord sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courrier électronique à la Partie concernée et à l'adresse suivante :

- L'Etablissement Coordinateur :

Nom de la Partie concernée : UCBL
Nom du contact : Frédéric FLEURY
Adresse : Maison de l'Université Domitien Debouzie
43, Boulevard du 11 Novembre 1918
69622 Villeurbanne Cedex
Téléphone : 04.72.43.12.36
E-mail : secretariat.presidence@univ-lyon1.fr

- Les Parties :

Nom de la Partie concernée : VetAgro Sup
Nom du contact : Mireille BOSSY
Adresse : 1 Av. Bourgelat, 69280 Marcy-l'Étoile
Téléphone : 04 78 87 27 58
E-mail : direction@vetagro-sup.fr

Nom de la Partie concernée : ULL-Lyon 2
Nom du contact : Nathalie DOMPNIER
Adresse : 18 quai Claude Bernard
69365 Lyon cedex 07
Téléphone : 04 78 69 71 52
E-mail : presidence@univ-lyon2.fr



Nom de la Partie concernée : INSERM
Nom du contact : Dominique PELLA
Adresse : 95 Boulevard Pinel
69500 Bron
Téléphone : 04 72 13 88 00
E-mail : dominique.pella@inserm.fr

Nom de la Partie concernée : HCL
Nom du contact : Virginie VALENTIN
Adresse : BP 2251, 3 quai des Célestins, 69 229 LYON Cedex 02
Téléphone : 04 72 40 75 94 (service coopérations)
E-mail : virginie.valentin@chu-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : INSA de Lyon
Nom du contact : Frédéric FOTIADU
Adresse : 4 allée du Rhône
69621 VILLEURBANNE cedex
Téléphone : 04 72 43 81 14
E-mail : dir@insa-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : INRAE
Nom du contact : Pascal BOISTARD
Adresse : 5 rue de la Doua-CS 20244 69625 Villeurbanne Cedex
Téléphone : 04 72 20 89 27
E-mail : secretariat-sdar.lyon-grenoble@inrae.fr

Nom de la Partie concernée : ANSES
Nom du contact : Benoît VALLET
Adresse : 14 rue Pierre-et-Marie-Curie
94701 Maisons-Alfort Cedex
Téléphone : 01 49 77 22 27
E-mail : benoit.vallet@anses.fr

Nom de la Partie concernée : ENS de Lyon
Nom du contact : Emmanuel TRIZAC
Adresse : 5 parvis René Descartes BP 7000 69342 Lyon Cedex 07
Téléphone : + 33 (0)4 37 37 60 03
E-mail : president@ens-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : UJM-SE
Nom du contact : Florent PIGEON
Adresse : 10 rue Tréfilerie
CS 82301
42023 Saint-Etienne Cedex
Téléphone : 0477421704
E-mail : florent.pigeon@univ-st-etienne.fr

Nom de la Partie concernée : ENTPE
Nom du contact : Cécile DELOLME
Adresse : 3 rue Maurice Audin
69518 Vaulx-en-Velin cedex
Téléphone : 04 72 04 70 70
E-mail : cecile.delolme@entpe.fr

Nom de la Partie concernée : UJM – Lyon3
Nom du contact : Eric CARPANO
Adresse : 1, Avenue des Frères Lumière 69008 Lyon
Téléphone : 04 26 31 85 12
E-mail : presidence@univ-lyon3.fr



Nom de la Partie concernée : Mines Saint-Etienne
Nom du contact : Jacques FAYOLLE
Adresse : 158 cours Fauriel
42023 Saint-Étienne Cedex 2
Téléphone : 04 77 42 01 01
E-mail : jacques.fayolle@mines-stetienne.fr

Nom de la Partie concernée : ENSAL
Nom du contact : Sophie CHABOT
Adresse : 3 Rue Maurice Audin, 69120 Vaulx-en-Velin
Téléphone : 04 78 79 50 69
E-mail : sophie.chabot@lyon.archi.fr

Nom de la Partie concernée : CNRS
Nom du contact : Laurent Barbieri
Adresse : 2 avenue Albert Einstein, Villeurbanne
Téléphone : 04 72 44 56 13
E-mail : laurent.barbieri@cnrs.fr

Nom de la Partie concernée : Centrale Lyon
Nom du contact : Pascal RAY
Adresse : 36 avenue Guy-de-Collongue
69134 Ecully Cedex
Téléphone : 04 72 18 63 39
E-mail : pascal.ray@ec-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : ENSSIB
Nom du contact : Nathalie MARCEROU-RAMEL
Adresse : 17-21 boulevard du 11-novembre-1918
69623 Villeurbanne Cedex
Téléphone : 04 72 44 43 08
E-mail : nathalie.marcerou-ramel@enssib.fr

Nom de la Partie concernée : IEP Lyon
Nom du contact : Hélène SURREL
Adresse : 14 avenue Berthelot
69365 Lyon Cedex 07
Téléphone : 04 37 28 38 20
E-mail : directrice@sciencespo-lyon.fr

Nom de la Partie concernée : Ecole Pratique Hautes Etudes
Nom du contact : Michel HOCHMANN
Adresse : 4-14 rue Rerrus
75014 Paris
Téléphone : 01 53 63 61 63
E-mail : Presidence.Ephe@ephe.psl.eu

Nom de la Partie concernée : ADJUVATIS
Nom du contact : Bernard VERRIER
Adresse : Bâtiment Laënnec – 60 avenue Rockefeller – 69008 LYON
Téléphone : 04 78 01 90 61
E-mail : bernard.verrier@ibcp.fr

Nom de la Partie concernée : BIOASTER
Nom du contact : Alexandre MOULIN
Adresse : 40 avenue Tony Garnier
69007 Lyon
Téléphone : 04 69 84 26 00 (siège social)



E-mail : alexandre.moulin@bioaster.org

Nom de la Partie concernée : IZINOVATION
Nom du contact : Romain LASSEUR
Adresse : 13 Rue des Émeraudes, 69006 Lyon
Téléphone : 0478262508
E-mail : contact@izinovation.com

Nom de la Partie concernée : AgroParisTech
Nom de contact : Laurent BUISSON
Adresse : 22 place de l'Agronomie, 91 123 PALAISEAU
Téléphone : 01 89 10 00 01
E-mail : direction-generale@agroparistech.fr

Nom de la Partie concernée : EHESP
Nom du contact : Isabelle RICHARD
Adresse : 15 avenue du Professeur Léon Bernard, 35043 Rennes Cedex
Téléphone : 02 99 02 27 10
E-mail : isabelle.richard@ehesp.fr

Article 17 : Loi applicable - Litiges

17.1 L'Accord est soumis au droit français.

17.2 En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de l'Accord, et sauf en cas d'urgence justifiant la saisine d'une juridiction compétente statuant en référé, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire du Conseil des Tutelles puis de leurs autorités respectives. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de six (6) mois à compter de sa survenance, le litige sera porté devant les juridictions françaises compétentes.

Article 18 : Dispositions diverses

18.1 *Intuitu personae*

L'Accord est conclu *intuitu personae*. Par conséquent, aucune Partie n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie des droits et obligations qui en découlent, sans l'accord préalable et écrit des autres Parties et de l'ANR.

18.2 Intégrité

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des dispositions de l'Accord seraient contraires à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour faire les modifications nécessaires acceptables dans l'esprit de l'Accord pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres dispositions de l'Accord resteraient en vigueur et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'Accord.

18.3 Omissions

Le fait, pour l'une des Parties d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par la Partie concernée à s'en prévaloir ultérieurement.

18.4 Interprétation

L'Accord annule et remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet. Aucune addition ou modification aux termes de l'Accord n'aura d'effet à l'égard des Parties à moins d'être faite par écrit et signée par leurs représentants dûment habilités sauf en ce qui concerne les cas explicitement prévus dans l'Accord.

L'Accord, assorti de ses annexes, exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Les annexes à l'Accord sont les suivantes :

- annexe 1 : Projet EID@Lyon
- annexe 2 : Communauté EID@Lyon
- annexe 3 : Connaissances Propres
- annexe 4 : Liste des membres des Comités à la date de signature de l'Accord

Les dispositions de l'Accord prévalent sur les annexes.



EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School In
Emerging Infectious Diseases



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Université Claude Bernard Lyon 1,

Monsieur Frédéric FLEURY,

Président

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Université Louis-Lumière Lyon 2,

Madame Nathalie DOMPNIER,

Présidente.



EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School In
Emerging Infectious Diseases



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Monsieur Éric CARPANO,

Président.



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Université Jean Monnet Saint Etienne,

Monsieur Florent PIGEON,

Présidente.



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour Centrale Lyon,

Monsieur Pascal RAY,

Directeur.

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Ecole Nationale Supérieure de Lyon,

Monsieur Emmanuel TRIZAC,

Président.

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'ENSAL,

Madame Sophie CHABOT,

Directrice.

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Ecole Nationale des Travaux Public de l'Etat,

Madame Cécile DELOLME,

Directrice



EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School In
Emerging Infectious Diseases



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'INSA Lyon,

Monsieur Frédéric FOTIADU,

Directeur.

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour VetAgro Sup,

Madame Mireille BOSSY,

Directrice Générale.

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour le CNRS

Pour le Président Directeur Général, par délégation,

Monsieur Laurent BARBIERI,

Délégué Régional Rhône-Auvergne.



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'INSERM,

Pour le Président Directeur Général, par délégation.

Monsieur Dominique PELLA,

Délégué Régional.



EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School In
Emerging Infectious Diseases



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour Mines Saint-Etienne,

Monsieur Jacques FAYOLLE,

Directeur

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour les Hospices Civiles de Lyon,

Madame Virginie VALENTIN,

Directrice Générale par intérim



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement,

Pour le Président Directeur Général, par délégation,

Monsieur Pascal BOISTARD,

Président du Centre Lyon-Grenoble Auvergne Rhône-Alpes.



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail,

Monsieur Benoit VALLET,

Directeur Général



EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School In
Emerging Infectious Diseases



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques,

Madame Nathalie MARCEROU-RAMEL,

Directrice.



EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School In
Emerging Infectious Diseases



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon,

Madame Hélène SURREL,

Directrice.



EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School In
Emerging Infectious Diseases



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Ecole Pratique des Hautes Etudes,

Monsieur Michel HOCHMANN,

Président



Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour ADJUVATIS,

Madame Marie-Noëlle VERRIER,

Présidente.

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Institut de Recherche Technologique Bioaster,

Monsieur Xavier MORGE,

Directeur Général.

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour IZINOVATION,

Représentée par la société IZIGROUP,

Monsieur Romain LASSEUR,

Président

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Institut National Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement

Monsieur Laurent BUISSON

Directeur Général

Fait en vingt-quatre (24) exemplaires originaux, dont un (1) pour chacune des Parties,

Pour l'Ecole des Hautes Etudes en Sante Publique

Madame Isabelle RICHARD

Directrice



EID@LYON
Transdisciplinary Graduate School In
Emerging Infectious Diseases



ANNEXE 1 – PROJET EID@Lyon (incluant le projet de l'IOH)

ANNEXE 2 – Communauté EID@Lyon

Laboratoire	Prénom NOM
Animal & zoonotic diseases Epidemiology (EPIA)	Xavier BAILLY
ANSES Lyon	Laurent LEMPEREUR
Biometry and Evolutionary Biology Laboratory (LBBE)	Fabrice VAVRE
Decision and Information Systems for Production Systems (DISP)	Vincent CHEUTET
Design of the action in situation laboratory (COACTIS)	Maud DAMPERAT
Environment, City & Society Laboratory (EVS)	Etienne COSSART
Functional biology, Insects & Interactions (BF2i)	Federica CALEVRO
Group of analysis and economic theory (GATE)	Izabela JELOVAC
Information & Communication Sciences Research Laboratory (ELICO)	Françoise PAQUIENSÉGUY
International Center for Infectiology Research (CIRI)	François-Loïc COSSET
Laboratory for action, speech, political and economic thoughts (TRIANGLE)	Gwenola LE NAOUR
Laboratory of anthropology of contemporary issues (LADEC)	Tiphaine DURIEZ
Machine learning, data scientist, business intelligence laboratory (ERIC)	Julien JACQUES
Microbial Ecology Laboratory (LEM)	Sylvie NAZARET
Microbiology, Adaptation & Pathogeny (MAP)	William NASSER
Molecular Microbiology and Structural Biochemistry (MMSB)	Christophe GRANGEASSE
Research Group in Social Psychology (GRePS)	Sabine CAILLAUD
Social Psychology Research Cluster (PÔPS)	Marie PREAU
Viral Infections and Comparative Pathology (IVPC)	Fabienne ARCHER
Wild rodents, sanitary risks and population management (RS2GP)	Virginie LATTARD



ANNEXE 3 : Connaissances Propres

Connaissances propres VetAgro Sup :

- Méthodologie de construction et fresques One health (3 niveaux : public expert, adulte et jeune publique)
- Elaboration et supports de formation tout au long de la vie répondant aux normes de format et de qualité OMSA et/ou FVI
- Connaissances propres des Unités de recherche dont VetAgro Sup est tutelle et listées en annexe 2 du présent accord
- Connaissances propres obtenues par un personnel de VetAgro Sup, en dehors du cadre des Unités de recherche listées en annexe 2

Connaissances propres DISP (INSA Lyon/UCBL/ULL – Lyon 2)

- Méthodes et outils d'aide à la décision pour l'organisation et le pilotage des systèmes de santé (notamment en situation de crise épidémique) : gestion quantitative des ressources humaines et matérielles, des approvisionnements, planification et ordonnancement des activités,
- Méthodes pour l'élaboration de plans de gestion de crise (basées notamment sur des analyses de vulnérabilité),
- Modèles de flux de patients aux urgences ou dans les services de soins liés à des maladies infectieuses, chroniques ou au traitement du cancer,
- Exploitation des données médicales par machine learning / deep learning pour la médecine personnalisée et le pilotage de services

Connaissances propres DISP (UCBL/INSA Lyon/BCS)

Equipe CRP

- Bardon, C., Poly, F Piola, F., Haichar, F.Z., Comte, G (2015). Utilisation de proanthocyanidines pour lutter contre la dénitrification. Dépôt de brevet N°1552258, 19 Mars, Référence de publication :FR3033790

Domaines: Environnement. Réduction des gaz à effet de serre donc changement climatique et agriculture

Connaissances propres Anses :

- Connaissances propres du Laboratoire Anses de Lyon (cf. annexe 2)
- Connaissances propres des 8 autres Laboratoires Anses en France
- Méthodologie de l'expertise collective

Connaissances Propres des HCL :

- Aucune Connaissance propre n'est identifiée au jour de la signature de l'Accord.

Connaissances Propres de l'ENSAL :

- Aucune Connaissance propre n'est identifiée au jour de la signature de l'Accord.

Connaissances Propres de IEP Lyon :

- Aucune Connaissance propre n'est identifiée au jour de la signature de l'Accord.

Connaissances Propres de BIOASTER :

- Aucune Connaissance propre n'est identifiée au jour de la signature de l'Accord.

Connaissances Propres de AgroParisTech :

- Aucune Connaissance propre n'est identifiée au jour de la signature de l'Accord.

Connaissances Propres de l'EHESP :

- Aucune Connaissance propre n'est identifiée au jour de la signature de l'Accord.

Connaissances Propres de l'ULL2 :

- Aucune Connaissance propre n'est identifiée au jour de la signature de l'Accord.



ANNEXE 4 – Liste des Membres des Comités à la date de signature de l'Accord

Membres du Conseil des Tutelles :

Le Conseil des Tutelles est composé d'un représentant désigné par chacune des Parties à cet Accord, et dont la liste figure ci-après :

- Pour l'UCBL : Frédéric FLEURY ou son représentant ;
- Pour VetAgro Sup : Mireille BOSSY ou son représentant ;
- Pour ULL – Lyon 2 : Nathalie DOMPNIER ou son représentant ;
- Pour l'INSERM : Dominique PELLA ou son représentant ;
- Pour HCL : Virginie VALENTIN ou son représentant ;
- Pour INSA de Lyon : Frédéric FOTIADU ou son représentant ;
- Pour INRAE : Pascal BOISTARD ou son représentant ;
- Pour l'ANSES : Benoît VALLET ou son représentant ;
- Pour l'ENS de Lyon : Emmanuel TRIZAC ou son représentant ;
- Pour l'UJM – SE : Florent PIGEON ou son représentant ;
- Pour l'ENTPE : Cécile DELOLME ou son représentant ;
- Pour l'UJM – Lyon 3 : Eric CARPANO ou son représentant ;
- Pour Mines Saint-Etienne : Jacques FAYOLLE ou son représentant ;
- Pour l'ENSAL : Sophie CHABOT ou son représentant ;
- Pour le CNRS : Laurent Barbieri ou son représentant ;
- Pour Centrale Lyon : Pascal RAY ou son représentant ;
- Pour l'ENSSIB : Nathalie MARCEROU-RAMEL ou son représentant ;
- Pour IEP Lyon : Hélène SURREL ou son représentant ;
- Pour l'EPHE : Jean-Michel VERDIER ou son représentant ;
- Pour ADJUVATIS : Marie-Noëlle VERRIER ou son représentant ;
- Pour BIOSTER : Alexandre MOULIN ou son représentant ;
- Pour IZINOVATION : Romain LASSEUR ou son représentant ;
- Représentants des trois (3) établissements coordinateurs de l'IOH :
 - o Pour VetAgro Sup : Nathalie GUERSON, directrice de l'ENSV-FVI (école interne de VetAgro Sup),
 - o Pour AgroParisTech : Karine BOQUET ou son représentant ;
 - o Pour l'EHESP : Isabelle RICHARD ou son représentant ;
- 1 représentant du MESRI et 1 représentant du MASa.

Membres du Comité Scientifique International (CSI) :

Le Comité Scientifique International est composé d'experts scientifiques reconnus nommés par le Comité de Direction et dont la liste des membres figure ci-après

- Fabrice VABRE (UCBL),
- Serge MORAND (Université Kasetsrat),
- Benjamin ROCHE (IRD Mexico),
- Thierry LEFRANCOIS (CIRAD),
- Patrick MAVENGUI (Université de la Réunion),
- Mathieu NACHERT (CIC Antilles-Guyane).

Membres du Comité des partenaires socio-économiques (CPSE) :

Le Comité des partenaires socio-économique sera composé de membres qui seront nommés par le Comité de Direction dans les quinze (15) jours qui précèdent la date de première réunion.

La liste des membres figure ci-après :

- Florence AGOSTINO (Lyonbiopole),
- Marc BONNEVILLE (Fondation Mérieux),
- Christiane WIJSEN (Boehringer Ingelheim),



- Frédéric SIMON (Biomérieux),
- Gaëlle THEVENOT (OFB),
- Erik LELOUCHE (Expert OH),
- Romain LASSEUR (IZINOVATION),
- Bernard VERRIER (ADJUVATIS),
- Xavier MORGE (BIOASTER),
- Stéphane DE LA ROQUE / David ATCHOARENA (OMS),
- Jean-Louis HUNAUT (SIMV),
- Nathalie MANAUD (LEEM),
- Benoît MIRIBEL (One Sustainable Health),
- Eric COMTE (Geneva Health Forum),
- Sabine PATRICOT (AVSF),
- Jean-Philippe DOP (OMSA),
- Emmanuelle SOUBEYRAN (DGAL),
- Agnès LEFRANC (DGPR),
- Jean-Luc ANGOT (CGAAER)

- **Membres du Comité de Direction :**

Le Comité de Direction est composé :

- De la Responsable Scientifique et Technique,
- Des trois (3) codirectrices de l'EID@Lyon, (M. Préau -ULL2-, F Ader -HCL/UCBL- et E Loukiadis -VetAgro Sup-),
- Du Chef de Projet de l'EID@Lyon,
- En fonction de l'ordre du jour de la réunion :
 - o du coordinateur Pédagogique,
 - o et/ou du représentant des partenaires socio-économiques
 - o et/ou d'un représentant de l'IOH.

- **Membres du Comité des Partenaires Académiques :**

Le Comité des Partenaires Académiques est composé :

- Du Coordinateur Pédagogique ;
- Du Chef de Projet de l'IOH ;
- Des représentants des parcours de master, des « parcours recherche » et des Ecoles Doctorales impliqués dans le Projet :
 - Gilles SALVAT (ANSES),
 - Bénédicte DURAND (Vice-présidente UCBL Etudes Doctorales),
 - Sylvie RICARD-BLUM (EDISS),
 - Mathias FAURE (BMIC),
 - Sandrine CHARLES (E2M2),
 - Eve TOUMI (EPIC),
 - Isabelle ROYER (SEG),
 - Patricia DOUBLET (SFRI Project in Immunology, Vaccinology and Infectious Diseases),
 - Emmanuel DESOUHANT et Christophe DOUADY (SFRI Project in Biodiversity and Bioresources),
 - Pascal ROY et Nicolas LARTILLAUT (SFRI Digital Sciences for Biology and Health),
 - Christophe SABOT (SFRI Project in Mathematics, Fundamental Computer Science and Interactions),
 - Martine HUYON et Jeanne DEVEAUX (Public Factory),
 - Stéphane BONAIME ou Jérôme COPALLE (DGER).